

Le fardeau imposé aux individus a été lourdement augmenté par ce gouvernement, ce qui n'est pas du tout juste ou acceptable. A notre avis, du Nouveau parti démocratique, il faut partager les responsabilités d'appui aux programmes gouvernementaux équitablement entre les sociétés privées et les individus.

[Traduction]

Monsieur le Président, je voudrais signaler certaines anomalies qu'il y a dans les priorités des dépenses gouvernementales. Comme ces anomalies sont très nombreuses, je me bornerai à quelques exemples. Il y a tout d'abord celui de la Commission de la Fonction publique. Celle-ci n'a pas assez d'argent pour la promotion de la femme. Les femmes devront donc patienter encore, parce que le temps n'est pas à l'action positive. Elles devront donc rester dans les emplois subalternes, dans les emplois sans avenir, en dépit de ce que le nombre des personnes gagnant plus de \$60,000 par année, et qui sont presque tous des hommes, a triplé l'année dernière.

Le gouvernement n'a pas d'argent pour augmenter la pension de sécurité de la vieillesse. Il l'a même réduite avec la désindexation partielle du programme des 6 et 5 p. 100. Il n'a pas assez d'argent pour augmenter suffisamment le supplément de revenu garanti, même au profit des personnes seules, pour l'amener au niveau du seuil de la pauvreté défini par Statistique Canada. Pourtant, le gouvernement réduit les impôts sur le revenu des classes favorisées.

Le gouvernement n'a pas assez d'argent pour faire de la véritable création d'emplois; il se borne à la création d'emplois de propagande comme on en a déjà vu au budget. Mais il continue d'augmenter les dépenses militaires. Je ne prétendrai pas qu'au plan des dépenses militaires nous ayons des problèmes du même ordre de grandeur que les États-Unis ou l'Union soviétique, où les gigantesques budgets de matériel militaire surchargent l'économie. Nos erreurs à nous sont plus modestes, mais en conjonction avec nos problèmes structurels elles ont déjà suffisamment de gravité.

Il est de fait que les dépenses militaires nuisent à l'économie et attisent l'inflation. L'argent qui va à la recherche militaire, c'est de l'argent soustrait à la recherche et au développement industriels. Les fortes dépenses militaires conduisent à une basse productivité industrielle. Au Canada, il faut investir plus dans la recherche et le développement industriels, et toute dérogation à cette règle ne doit se faire qu'après beaucoup, beaucoup de réflexion.

En terminant, monsieur le Président, je dirai que le projet de loi est mal conçu, qu'il est injustifiable, qu'il mérite d'être repoussé. Il ne vise qu'à reculer l'échéance. A permettre au gouvernement d'éluder ses responsabilités, dans l'espoir que l'opinion s'y laissera prendre, qu'elle n'aura pas suffisamment de mémoire pour s'en souvenir aux prochaines élections. Que lorsque celles-ci viendront, l'électeur n'aura plus en mémoire que les projets originaux et les bruits d'orchestre, qu'il ne songera pas à reprocher au gouvernement son incapacité à s'occuper des problèmes à long terme. En tout cas, mon parti fera de son mieux pour que cela n'arrive pas, en démasquant l'incompétence du plan gouvernemental et aussi l'ineptie de ce que les conservateurs présentent comme solution de rechange. Monsieur le Président, nous devons nous attaquer à de graves problèmes et des projets de loi irresponsables comme celui dont nous sommes saisis n'aideront certainement pas à les résoudre.

Pouvoir d'emprunt

• (1140)

M. Fisher: Monsieur le Président, je voudrais d'abord dire que j'ai écouté avec attention l'intervention du député à propos de ce bill et qu'elle m'a vivement impressionné. Il me semble qu'elle s'exprime toujours clairement et défend avec ardeur les intérêts du simple citoyen. Je tiens à la féliciter. Je ne suis pas d'accord avec toutes les priorités dont elle a fait mention, car, selon moi, notre façon de procéder est meilleure que celle qu'elle propose. Toutefois, il vaut la peine de tenir compte de ses propos, ce qui n'est pas le cas pour bien des interventions d'autres députés, afin de ne passer outre à aucune solution de rechange raisonnable.

Je suis en désaccord avec le député sur un point précis, un point quelque peu technique peut-être, et je voudrais qu'elle fasse des commentaires à cet égard.

Le député a dit, au début de son intervention, qu'il n'était pas acceptable d'exiger un pouvoir d'emprunt pour parer aux éventualités. Je dois signaler que le gouvernement a toujours procédé de cette façon dans le cas des projets de loi portant pouvoir d'emprunt. Il ne s'agit donc pas d'une innovation. Nous espérons qu'elle nous permettra de réduire le nombre des demandes adressées au Parlement. Ce n'est qu'une mesure administrative de la part du gouvernement qui essaie de circonvier les lenteurs des travaux parlementaires pour les projets de loi portant pouvoir d'emprunt.

Nous espérons ainsi améliorer notre gestion financière. Cette disposition donne au gouvernement une marge de manœuvre plus grande pour réaliser son programme d'emprunt et lui permet de profiter de meilleurs taux d'intérêt. Il est ainsi possible d'avoir recours à des effets différents selon les circonstances et de profiter des baisses des taux d'intérêt alors qu'en mars dernier, au moment où les conservateurs ont fait de l'obstruction à propos de ce bill, nous avons dû nous rabattre sur des effets coûteux.

C'est ce que je voulais faire remarquer au député et même si elle s'inquiète à propos du pouvoir d'emprunt exigé pour parer aux éventualités, nous, de ce côté-ci, croyons être responsables envers le Parlement à cet égard. Nous avons également des comptes à rendre aux Canadiens et, en ce sens, nous devons établir les meilleurs programmes d'emprunt possibles afin que nous arrivions à gérer leur argent de la façon la moins coûteuse.

Mme McDonald: Monsieur le Président, il faut, j'en conviens, gérer l'économie de façon que les emprunts coûtent le moins cher possible. C'est un objectif louable. Toutefois, mon parti et moi-même nous inquiétons du montant des emprunts qui ne cesse d'augmenter. J'ai passé le plus clair de mon intervention à souligner ce que le gouvernement ne fait pas plutôt que ce qu'il fait de mal. Ce que je reproche au budget c'est qu'il néglige les problèmes à long terme. Ce qui est inquiétant, ce n'est pas que nous empruntions cette somme considérable maintenant, mais que nous allions continuer à emprunter, car notre économie est en chute libre et la main-mise étrangère s'accroît sans cesse. Notre économie nous échappe sans que nous fassions quoi que ce soit pour résoudre ces problèmes.

Ce serait différent s'il s'agissait d'un effort isolé, si nous commençons réellement à nous attaquer aux problèmes fondamentaux.